

# COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.**

**Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.**

**Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> internationale.**

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 27 JUILLET 2024 - n° 1332

PRIX : 1 €

## ÉDITORIAL

# La démocratie bourgeoise est pourrie.

## Travailleurs, gagnons la démocratie ouvrière et populaire par nos luttes offensives et générales

**Le 18 juillet Yaël Braun-Pivet, députée macroniste, a été réélue au poste de présidente de l'Assemblée nationale grâce à une alliance avec des députés de la Droite. Elle l'emporte de 17 voix devant André Chassaigne, candidat du Nouveau Front populaire (NFP).**

Le premier tour des élections qui ont suivi pour les vice-présidences de l'Assemblée nationale a dû être annulé à cause d'irrégularités. Il y avait dix bulletins en trop dans l'urne. L'urne a été bourrée. C'est ce que nous appelions aux Antilles autrefois les urnes « *manman kochon* ». Elle est bien belle leur démocratie ! Une démocratie pourrie de l'intérieur.

À l'heure où l'on écrit, les tripatouillages politiques continuent dans les institutions et partis politiques pour briguer le poste de Premier ministre. Le gouvernement Attal a remis sa démission le 16 juillet, tout en restant aux « affaires courantes ».

Les députés de Guadeloupe et de Martinique eux, sont répartis entre le PS, LFI, le groupe d'outre-mer LIOT, et le GDR (Gauche démocratique et républicaine).

La très relative victoire du NFP aux législatives a été un soulagement pour beaucoup de travailleurs, certes, mais il serait pour le moins incertain de compter sur les députés ou une opposition à l'Assemblée nationale face à une montée de l'Extrême droite et encore moins pour améliorer le sort des travailleurs.

Le sort des travailleurs et des masses laborieuses ne se jouera pas dans les institutions de l'État bourgeois, c'est-à-dire de l'État au service des riches. Les grands groupes capitalistes tels que TotalEnergie, Carrefour, Stelantis n'attendent pas une autorisation des députés pour licencier, précariser, aggraver l'exploitation. Ce n'est pas non plus à l'Assemblée nationale que se décident, les prix, les salaires, les plans d'embauches, etc.

Indépendamment du spectacle qui se déroule dans l'hémicycle, le grand gagnant de ce système reste le grand patronat, car il continue à engranger des milliards de bénéfices. Il saura très bien s'accommoder de la nouvelle équipe de marionnettes politiques qui sera mise en place. Il en sera ainsi tant que les travailleurs ne disputeront pas le pouvoir à la bourgeoisie pour en finir avec la société capitaliste.

La force des travailleurs n'est pas à l'assemblée, mais dans les entreprises et dans la rue. C'est dans les entreprises que les travailleurs créent les richesses qui vont remplir les coffres des capitalistes. Par la grève ils sont capables d'arrê-

ter la machine à sous.

Les députés des partis officiels vantent la démocratie. Mais dans la société capitaliste, la démocratie ne passe pas les portes des entreprises. Les travailleurs n'y décident rien. Ils sont juste bons à être exploités jusqu'au bout.

Il n'y a qu'un seul moyen de ne plus subir l'exploitation, de ne plus subir la dictature économique et politique des capitalistes : il faut que les travailleurs dirigent eux-mêmes la société. Ils font tourner l'économie, ils sauront la diriger. L'État montre depuis toujours sa soumission aux riches possédants, et de fait son incapacité à régler les problèmes des classes populaires. Incapable de régler le manque d'eau en Guadeloupe, incapable de rendre un service de santé public efficient, de régler la question du chômage massif chez les jeunes...

Au gouvernement bourgeois, il faudra opposer le gouvernement des travailleurs. Un gouvernement où être dirigeant n'est pas un privilège mais une mission. Où les représentants sont révocables à tout moment. Où les travailleurs contribuent majoritairement à chaque décision.

**Martinique**  
**Transports maritimes : les salariés ont repris leur mobilisation !**



**LIRE p. 2**

**Guadeloupe**  
**Les « Moun san dlo » manifestent**



**LIRE p. 3**

**États-Unis**  
**Kamala Harris, nouvelle serviteuse en chef du capitalisme ?**

**LIRE p. 6**

# Martinique

## Transports maritimes : les salariés ont repris leur mobilisation !

**Depuis le 28 juin 2024, les salariés assurant le transport maritime de passagers entre Fort-de-France, Trois-Ilets et Case-Pilote sont de nouveau mobilisés. Passés sous la bannière de la société Blue Lines depuis le 1er juillet 2024, ils font jouer leur droit retrait.**

Ces salariés ont exercé jusqu'au 30 juin 2024 sous la bannière des Vedettes Tropicales. Charles Conconne, chargé par Marti-

nique Transport du transport des passagers dans le cadre d'une délégation de service public depuis novembre 2015, a refusé de

poursuivre l'activité. C'est donc une nouvelle structure, Blue Lines, dirigée par Lise Moutamalle qui a récupéré le marché.

trait. Des réunions se sont tenues au siège de Martinique Transport, autorité délégante, avec des représentants de Blue Lines, délégué, ainsi que la Direction de la Mer. Ainsi, pas moins de 10 points non contestés justifiant leur droit de retrait ont été mis en lumière, obligeant la direction à les régler avant toute reprise d'activités.

Les travailleurs n'entendent rien concéder aux patrons ni céder aux pressions faites pour les culpabiliser. Ils sont en lutte pour exercer leur profession en exigeant le respect de leur sécurité et de leurs droits. *Bèl woulo ba yo !*



**Conférence de presse des salariés de Blue Lines (ex-Vedettes tropicales).**

## CHU : malaises et turbulences aux Urgences de PZQ

**Le jeudi 18 juillet dernier, les agents des Urgences du centre hospitalier Pierre Zobda Quitman ont effectué un débrayage de plusieurs heures pour crier leur ras le bol.**

Dans le journal télévisé, une infirmière a expliqué qu'ils étaient en manque d'effectifs depuis une semaine. Chaque fois, cette situation génère de la maltraitance vis-à-vis des patients qui ne peuvent être pris en charge correctement. Patients parfois renvoyés chez eux, que l'on peut voir revenir quelques heures ou quelques jours plus tard, plus mal en point. Les agents eux s'épuisent à se démultiplier, d'un poste ou d'un service à un autre, ou courant à la recherche de matériel manquant. De plus, ils ne voient pas d'embellie à l'horizon ! Ainsi, certains agents parmi eux devraient partir en retraite, mais aucune indication n'est donnée pour leur remplace-

ment. D'autres devraient partir en formation. Mais là encore, la direction n'avance pas de propositions. Encadrement et direction ne sont jamais pressés ou même préoccupés de tenir informés les agents. Ils « jouent les malins » avec les effectifs accordés au compte-goutte. Alors, parmi les salariés, la fatigue, l'inquiétude et l'exaspération montent. Elles pourraient bien un jour ou l'autre éclater sérieusement ! Il faudrait que l'ensemble des hospitaliers qui galèrent dans des conditions déplorables se mettent tous ensemble pour imposer leurs exigences face à un pouvoir qui se moque bien des services publics. Ils l'ont déjà fait par le passé !



**Un précédent débrayage aux urgences de l'Hôpital PZQ.**

## Rentrée scolaire et précarité

À l'approche de la rentrée scolaire, les familles se préparent. À cause de l'inflation, les travailleurs se serrent encore plus la ceinture afin d'obtenir les four-

nitures scolaires pour leurs enfants. La papeterie a subi une inflation de 23 % en 2023. Le panier moyen des familles pour les fournitures scolaires est passé

de 190 € en 2022 à 230 € en 2023. L'inflation concerne tous les produits de la vie quotidienne. Sans une réelle augmentation des salaires en même

temps que l'augmentation du coût de la vie, les familles auront de plus en plus de mal à subvenir à leurs besoins. ■

# Guadeloupe

## À propos des « grands frères »

Avec l'obligation vaccinale imposée en 2021 pour le Covid 19, la Guadeloupe et la Martinique se sont enflammées en novembre 2021. En quelques jours des barages sont érigés partout sur les routes, bloquant l'accès à plusieurs communes.

Des incendies éclatent, des magasins d'alimentation sont pillés, des jeunes tirent sur les forces de l'ordre. Celles-ci sont renforcées par des centaines de policiers et gendarmes et d'autres renforts, par le GIGN aussi.

Le gouvernement fait chèrement payer à quelques jeunes et adultes, « les grands frères » la peur qu'il a eu lors des troubles. Et même si ces jeunes sont loin d'être des petits saints, ce sont eux qui payent au prix fort par la prison et des tracasseries juri-

diques en Guadeloupe, Martinique, France.

Trois ans après les émeutes, il s'agit d'un véritable acharnement juridique et Policier. ■

## Les « *Moun san dlo* » manifestent

**Samedi 20 juillet, « le Kolektif moun san dlo » de Chauffour aux Abymes a appelé à une manifestation de protestation. Les coupures d'eau courante sont fréquentes et de longue durée (8 à 15 jours).**

Les habitants protestent aussi contre l'évacuation des eaux usées et pluviales qui n'est pas organisée du fait de la construction anarchique des nouveaux lotissements.

Le rassemblement a commencé à huit heures devant l'université de Fouillole. La manifestation très dynamique comptait une cinquantaine de participants, des gens de tous âges, avec une bonne participation de jeunes

exaspérés qui ont su donner le ton. La CGTG et Combat ouvrier ont apporté leur soutien. Les manifestants ont sillonné la cité Louisy Mathieu avant de monter vers Chauffour, puis redescendre vers Blanchard et le rond point de la Marina. Des prises de paroles ont été tenues dans les quartiers, avec l'approbation chaleureuse des habitants. Le Kolektif prévoit d'autres actions. Coupures, eau impropre à



**Moun san dlo manifeste à Chauffour.**

la consommation facturée très cher... c'est intolérable. Le mouvement amorcé par le Kolektif doit s'amplifier et se multiplier

car seule une mobilisation massive de tous ceux qui souffrent imposera la prise rapide de mesures concrètes.

## Les salariés de l'eau reprennent le travail

Après 15 jours de grève, les anciens salariés des opérateurs Eaux Nodis et Karukéro repris par la Saur et le SMGEAG (Syndicat mixte de gestion de l'eau et assainissement de la

Guadeloupe) ont arrêté leur mouvement de grève le 11 juillet. Ils étaient en grève principalement au Lamentin et à Deshaies.

La Saur avait décidé de réduire

les salaires et de ne pas reprendre la totalité des employés. La multinationale de l'eau a reculé et aucun salarié ne sera laissé sur le carreau. Par ailleurs, certains salariés ont décidé d'at-

taquer le SMGEAG qui a signé illégalement une délégation de service public avec la Saur.

## Eaux de baignade : la pollution prend de l'ampleur

**Ces dernières semaines, la baignade a été soudainement interdite sur plusieurs plages et rivières. L'eau est polluée par des matières fécales. De manière générale, la qualité des eaux de baignade se dégrade partout sur l'île.**

La qualité de l'eau est tellement mauvaise que la baignade n'est plus possible dans certaines zones. Pendant le week-end du 14 juillet, la baignade a été interdite sur quatre plages du Gosier puis elle a été levée deux jours plus tard.

Ces saletés polluantes viennent du réseau des eaux usées de plus en plus défaillant et des stations d'épuration pourries. Les eaux

usées domestiques se déversent dans la nature et souillent les plages et les rivières. Cette pollution peut provoquer des maladies comme la gastro-entérite ou d'autres infections gastriques, elle met aussi la vie d'espèces animales et végétales en danger. Certains coraux et espèces de poissons meurent anormalement rapidement sur le littoral.

Par ailleurs, fréquemment, l'eau

du robinet est impropre à la consommation dans certaines communes pour les mêmes raisons que les eaux de baignade avec en plus du chlordécone. Là encore, les eaux usées se retrouvent dans le réseau d'eau potable à cause de l'usure du réseau.

Entre les coupures d'eau et la pollution de l'eau, le scandale s'aggrave en Guadeloupe.

Seules des manifestations populaires puissantes, massives pourront forcer les responsables à faire des travaux en urgence pour reconstruire entièrement le réseau d'eau et les stations d'épuration. Sans cela, nous n'aurons plus d'eau potable et nous serons entourés d'eau encore plus polluée.

## Martinique

## Pinto recherché : l'injustice continue

**Le 12 juillet dernier, Hervé Pinto a été condamné à 20 mois de prison ferme, 10 mois de prison avec sursis et 170 000 € d'amende. Les juges de la Cour d'appel de Fort-de-France ont lourdement aggravé la peine prononcée en première instance. À l'heure où nous écrivons, Pinto refuse de se rendre et est recherché par les autorités.**

Hervé Pinto revendique des terres dans la commune des Trois-Îlets depuis de nombreuses années. Il s'agit du terrain appartenant à son ancêtre, Félix Grat. Afin d'obtenir gain de cause, il est passé par des moyens judiciaires. Il a gagné un procès où on reconnaît que

ces terres lui reviennent. Mais sur ces dites terres, une vingtaine de villas ont été construites, notamment grâce à des notaires véreux.

Pinto et son groupe, *Kolektif jistis Martinik*, ont donc multiplié les rassemblements et des opérations moins pacifiques, ce qui

n'a pas plu aux autorités soucieuses de garder l'ordre, même en cas d'injustice flagrante.

Suite à sa condamnation de prison, Hervé Pinto déclare vouloir se rendre aux autorités seulement si un nouvel examen de son procès est prévu. En attendant il est « recherché » par la

police comme un malfaiteur ! Dans ce système capitaliste qui profite aux riches, c'est apparemment très facile de condamner un « petit » comme Pinto alors que de gros possédants ne sont toujours pas inquiétés par la justice après avoir empoisonné la population au chlordécone.

# Angèle Laupa-Clédor, notre camarade

**Nous avons appris avec tristesse le décès d'Angèle Laupa-Clédor le vendredi 19 juillet dernier à l'âge de 74 ans.**

Pendant de nombreuses années Angèle a été militante auprès de ses camarades de travail à l'AFPA. Engagée aussi dans la défense des salariés contre les injustices patronales, elle a été juge prud'homale CGTM au tribunal de Fort-de-France.

Angèle était une femme révoltée par les inégalités et les injustices

du système capitaliste. Jeune, elle avait rejoint les idées communistes et elle a milité à nos côtés, notamment dans notre antenne de l'émigration dans les années 70. Nous l'appelions Agathe. Entre 2004 et 2010, elle a été candidate à plusieurs élections sur les listes Combat ouvrier aux municipales, législatives ou régionales. Après s'être

un peu éloignée de nous, elle est toujours restée sympathisante et a continué à défendre les idées communistes.

Nous gardons aussi d'Angèle le souvenir d'une femme d'un caractère bien trempé et forte dans sa tête pour avoir lutté pendant la moitié de sa vie contre la maladie.



## Martinique

### À propos d'un éditorial de « Justice »

**L'éditorial du journal du PCM, Justice, daté du 18 juillet 2024 et signé de M. Branchi, a pour titre : « La priorité : défendre les intérêts martiniquais ».**

Déjà, ce titre cherche à mettre tout le monde dans un même sac (capitalistes locaux, travailleurs, exploités, retraités, petits commerçants... de Martinique). La bourgeoisie locale, quant à elle ne manifesterait aucune opposition à ce genre de slogan qui voudrait étouffer la lutte des classes des travailleurs contre l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, ce sont des illusions que sème le PCM et la Gauche Martiniquaise, sous l'étiquette du Nouveau Front populaire. Ainsi en se basant sur les résultats des législatives, on peut lire dans Justice : « Il s'est manifesté une formidable dynamique sociale et citoyenne dans l'entre-deux tour et c'est sous la

direction de la gauche que s'est impulsé le Front républicain qui a mis un coup d'arrêt à l'extrême droite ». L'éditorialiste prend soin d'éviter de mentionner que la « formidable dynamique sociale » s'est manifestée par une abstention de 68 % des électeurs. Beaucoup d'absentionnistes ont manifesté leur méfiance vis-à-vis de tous les politiciens. Ils l'ont fait aussi envers ceux de la gauche qui leur ont fait des promesses et qui se sont dépêchés de les oublier une fois au pouvoir.

Lors du 2ème tour des élections, ce sont ces mêmes politiciens, qui, avec une bonne dose d'hypocrisie, ont appelé les électeurs à un « sursaut républi-

cain » contre le RN, les appelant à voter pour des députés se réclamant de la gauche ou de la droite (Renaissance et LR) confondus.

Pour continuer de semer des illusions, le PCM termine son article sur une note locale en écrivant : « nous devons défendre nos intérêts propres tant pour le mieux-vivre que pour avancer sur la voie de la responsabilité ». Et pour conclure plus loin : « Pour résoudre nos difficultés qui sont fondamentalement structurelles, il nous faut changer notre modèle de développement de type néocolonial. Et cela implique plus de pouvoirs entre les mains de nos élus... » Et la boucle est bouclée.

Comme si M. Branchi ne savait pas que le véritable pouvoir politique et économique est, en Martinique aussi, entre les mains des capitalistes békés mais aussi noirs et mulâtres. Et que ce sont eux les véritables donneurs d'ordre.

Ces jours-ci le PCM a montré comment il peut naviguer entre deux lames de couteau, allant du Front républicain français d'un côté à la bourgeoisie locale de l'autre. Mais une chose est sûre, c'est qu'il se montre peu soucieux d'offrir à la classe ouvrière des perspectives pour « défendre ses intérêts propres ».

## PPM : « Laguerre » déclarée

**L'annonce de l'élection de Béatrice Bellay le 6 juillet 2024 à Fort-de-France a constitué un petit séisme dont les répliques continuent de secouer le parti fondé par Aimé Césaire.**

Après le choc de la défaite de Johnny Hajjar face à la candidate du PS, le parti supposé ami, les règlements de compte ont commencé au Parti Progressiste Martiniquais (PPM). Alain Alfred, le Secrétaire Général du parti, est la seconde victime du fiasco électoral.

Dans un communiqué daté du 18 juillet 2024, Didier Laguerre, le maire de Fort-de-France et également président du PPM, a annoncé « la prise de recul d'Alain Alfred Secrétaire général » et « la mise en place d'un comité directeur chargé de la gouvernance du parti et placé sous l'autorité du président Didier Laguerre ». En langage moins diplomatique, on dirait qu'il a été évincé. Bien entendu,

l'intéressé réfute et laisse même entendre que lors des débats et séminaire devant conduire au prochain congrès pour renouveler les instances du parti, il n'acceptera nullement de porter le chapeau.

La déconvenue à Fort-de-France du PPM, circonscription pourtant taillée sur mesure pour ce dernier, n'a rien de surprenant. Du vivant de Césaire, la seule évocation de son nom, une simple intervention de sa part, suffisaient pour mobiliser les classes populaires. Mais depuis sa disparition, les choses ont changé. De plus, les jeunes générations ne s'estiment nullement redevables envers le PPM, à l'inverse de leurs parents. Et puis, les luttes internes pour aller



conquérir des places d'élus dans des assemblées constituent la raison de l'engagement de certains. C'est une des raisons qui a fini par éloigner de nombreux adhérents, et surtout les classes populaires, la base électorale de

ce parti. En attendant, le feu continue à se propager du côté du parti de Trénelles, entraînant déception et désillusion de celles et ceux qui y ont cru pendant des années.

# Le congrès nationaliste de Bakou.

**Quinze organisations indépendantistes de Corse, Mélanésie, Polynésie, Caraïbes, Martinique, Guadeloupe ont participé à ce congrès.**

Bakou est la capitale de l'Azerbaïdjan. On a pu entendre sur les réseaux sociaux, notamment l'intervention de l'UPLG (Union pour la libération de la Guadeloupe). Le PKLS (Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme) de Martinique était présent. Le « front international de libération » a été créé.

Ce sont les manifestations insurrectionnelles récentes de Nou-

velle Calédonie qui ont sans doute précipité la tenue de ce congrès. De même que la déportation et l'emprisonnement de militants indépendantistes en France.

Quant à l'Azerbaïdjan, il utilise ce congrès pour régler un compte avec l'État Français qui soutient son ennemie, l'Arménie.

Toutes ces organisations nationalistes remettent en cause la domination de l'État français sur leur territoire. Mais elles ne remettent pas en cause le statu quo social, c'est-à-dire la domination des grands groupes capitalistes sur ces pays et leur population, en particulier les travailleurs. Ces derniers sont en réalité les plus colonisés. Ils connaissent en plus du mépris et du racisme,

l'exploitation capitaliste. Mais cela, les nationalistes ne le remettent pas en cause. Et cette politique laisse entrevoir, même en cas d'indépendance, la poursuite de l'exploitation de classe, comme dans les pays indépendants d'Afrique par exemple. C'est là que se situe notre divergence majeure avec ces organisations et leur dernier congrès de Bakou.

## Nouvelle-Calédonie

### Suppression de l'aide médicale, une vengeance raciste

**La présidente de la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie, Sonia Backès, vient d'annoncer la suppression de l'aide médicale dans cette province en écrivant dans un communiqué : « Tu casses, tu paies ».**

Elle fait référence aux émeutes qui ont éclaté en mai dernier lorsque des militants indépendantistes se sont révoltés contre la loi injuste qui permettra aux Caldoches (les Blancs venus de l'Hexagone) arrivés récemment sur le territoire, de pouvoir voter pour se prononcer sur l'indépendance ou non de la Nouvelle-Calédonie. Et l'on sait que cette catégorie de la population est opposée à l'indépendance.

L'aide médicale est une mesure sociale qui permet aux familles les plus démunies de pouvoir se soigner sans avoir à payer tous les frais. Dans la Province Sud, 26 000 personnes en sont bénéfi-

ciaires. Dans la Province Nord c'est 18 000 et dans les îles 11 000. La plupart des bénéficiaires sont des familles kanakes qui constituent la couche la plus pauvre du territoire.

Officiellement, la présidente macroniste Sonia Backès justifie cette suppression par des problèmes de trésorerie. Mais quand elle écrit : « Tu casses, tu paies. Je le dis à tous ceux qui ont brûlé, pillé, bloqué la Calédonie, à ceux qui continuent, la province leur supprimera toutes les aides dont ils bénéficient » ; le message est clair : la Province va priver une population de soins



pour se venger des émeutes. C'est une punition collective !

## Dans le monde

### La panne informatique géante

**Entre le 18 et le 19 juillet, une panne informatique mondiale a paralysé des aéroports et des entreprises dans le monde entier.**

Des vols ont été suspendus ou retardés, des bagages ont été détournés, des billetteries étaient hors services et il y eut bien d'autres désagréments.

Il s'agit d'un incident majeur affectant les systèmes Microsoft Windows disposant du système de sécurité CrowdStrike.

Microsoft évoque des problèmes techniques mais pas de cyber attaque. La panne serait due à une mise à jour qui aurait mal tourné. L'étendue réelle des conséquences de cette panne n'est pas non plus connue.

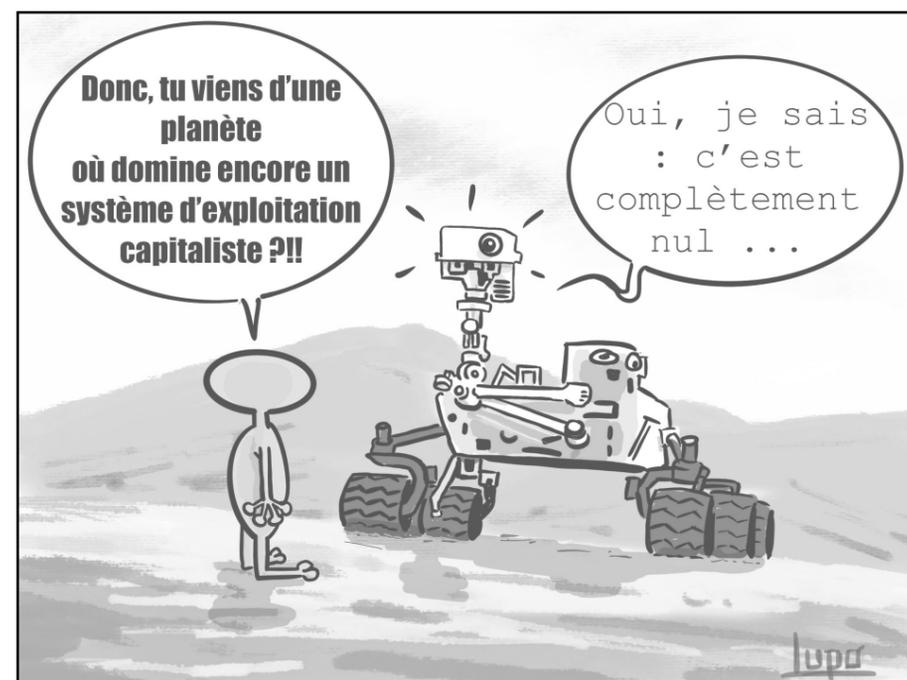
Le système capitaliste a permis un développement phénoménal des nouvelles technologies rendant la communication plus rapide qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Le fonctionnement et

l'organisation des réseaux internet sont précieux pour l'humanité et pour son avenir. Internet démontre qu'une organisation et une planification à l'échelle mondiale est possible. Ce sont les prémisses d'une société socialiste où les besoins de chaque être-humain pourront être satisfaits.

Malheureusement, dans le système capitaliste actuel, toute la société est organisée autour de la recherche du profit pour une seule classe sociale : la bourgeoisie. La technologie est au service des capitalistes. Les capitalistes sont en concurrence entre eux mais, qu'ils le veuillent ou pas, ils sont interdépendants au niveau commercial, économique et social. La moindre crise, la moindre se-

cousse, le moindre krach peut affecter tous les aspects du capitalisme : la preuve avec cette

panne géante qui a touché des dizaines de pays à travers le monde.



## L'attentat contre Trump

**L'ancien président des États-Unis et candidat du Parti républicain aux élections présidentielles, Donald Trump, a été victime d'une tentative d'assassinat lors d'un meeting électoral le 13 juillet en Pennsylvanie. La balle a traversé son oreille droite, elle aurait pu lui être fatale.**

Le président Biden a déclaré que « la violence n'a pas de place dans notre démocratie américaine ». En fait c'est sur la violence que repose cette « démocratie américaine ».

Dans l'histoire des États-Unis quatre présidents américains ont

été tués. C'est le pays qui compte le plus de fusillades de masse au monde. En 2022, plus de 48 000 personnes ont été tuées (homicide ou suicide) du fait des armes à feu. Ce sont les jeunes surtout des quartiers populaires qui sont victimes des

armes à feu. La majorité des homicides concernent des enfants noirs. Les premiers bénéficiaires de ces tueries sont les industriels de l'armement comme Lockheed Martin. Le carnet de commande de l'entreprise est en hausse, il s'élève à 159 milliards de dol-

lars. Que ce soit Trump ou Biden, ils servent les intérêts de ces grandes entreprises de l'armement.

Le jeune de 20 ans qui a tiré sur Trump a été tué par un membre du service de protection de Trump.

## On connaît déjà le vainqueur

**Joe Biden a fini par renoncer à la ré-investiture pour, probablement, laisser la place à sa vice-présidente Kamala Harris.**

La nouvelle est accueillie avec soulagement par ceux qui redoutent le retour de Trump à la Maison-Blanche, car son actuel loca-

taire semblait déjà KO debout face au milliardaire réactionnaire.

Ce n'est pourtant pas l'élection

présidentielle qui décide de la politique de l'impérialisme américain, mais bien la grande bourgeoisie qui arrose les démocrates

comme les républicains. Et elle, elle n'est jamais sortie perdante d'un scrutin présidentiel. ■

## Kamala Harris, nouvelle serviteuse en chef du capitalisme ?

**Au moment de renoncer à briguer un second mandat, Biden a présenté son successeur en la personne de sa vice président, Kamala Harris. Plusieurs jours après, celle-ci a rallié bon nombre de délégués, de personnalités, d'ex-présidents démocrates.**

Même si elle doit être officiellement investie lors de la convention démocrate au mois d'août, la voilà en campagne. Et l'aide financière afflue. En 5 jours elle atteint plus de 100 millions de dollars. Un certain nombre de généreux donateurs avaient suspendu leurs dons tant que Biden se maintenait. Aujourd'hui, l'argent coule à flot en particulier celui des riches milliardaires et millionnaires. À chaque campagne électorale on assiste à ce même scénario aux USA.

Elle sera officialisée par la convention de ce parti au mois d'août.

Kamala Harris a fait carrière dans la justice comme procureure de Californie. Si elle remporte l'élection elle sera la première femme et aussi la première femme noire présidente.

Son père est un Noir jamaïcain

et sa mère, d'origine hindoue. Cette origine diverse lui vaudra certainement des voix d'afro-américain et d'origine non blanche. Elle bénéficiera de la sympathie de bon nombre de personnes de Guadeloupe, de Martinique et de Noirs et métis du monde entier. Cet engouement à venir rappellera Obama.

Mais en politique pas de métissage. Kamala Harris représente avant tout les intérêts du capitalisme américain de la plus grande puissance du globe. Comme Obama ses origines noires ne lui feront pas faire avancer la cause des travailleurs et des pauvres, pas même celle des Noirs et métis du monde américain.

Car dans le pays des milliardaires, la pauvreté est grande ainsi que la violence. Obama et Biden n'ont jamais pu faire ad-



**Kamala Harris.**

mettre que l'on restreigne de manière significative la vente des armes qui fait la fortune énorme du lobby du secteur. Régulièrement les tueries de masse se répètent. En tant que femme elle ne fera pas plus avancer la cause des femmes même si elle prône le droit à l'avortement. Car comme partout dans le monde les femmes sont discri-

minées et connaissent la violence des hommes dans le travail comme à la maison.

Ancienne procureure générale de Californie puis sénatrice, déjà brièvement candidate en 2020 avant de ne se retirer ; Kamala Harris n'est pas novice. Elle connaît bien les ficelles du métier pour se faire apprécier du monde capitaliste.

## Racisme à Chicago

**Article traduit du journal « The Spark » des militants trotskystes des États-Unis.**

Le 10 juillet, il faisait 35°C à Chicago avec un indice de chaleur de 39° ce qui signifie que, du fait de l'humidité ambiante la température ressentie est plus importante et dangereuse pour la population.

Or dans cette ville la population noire est très importante et la plupart ne possèdent pas de climatiseurs.

Le minimum que devait faire la ville pour célébrer l'abolition de

l'esclavage était d'assurer à la population des lieux où se rafraîchir. Comme c'était un jour de congé fédéral, la ville a fermé tous les centres climatisés sauf un et toutes les bibliothèques ! Laissons à l'Amérique capita-

liste l'idée d'utiliser la célébration de la libération des esclaves noirs comme excuse pour économiser un dollar, largement aux dépens de la population noire ! ■

## À l'heure des élections présidentielles

**Le président Maduro est candidat à sa réélection. Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, pour la première fois, le parti de Maduro, le parti populiste chaviste, risque de perdre les élections présidentielles, selon les sondages. L'opposition, « la Table de l'unité démocratique » (MUD), aurait de fortes chances de remporter ces élections prévues le 28 juillet.**

Nicolas Maduro leader du parti chaviste, parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), a succédé à Hugo Chavez depuis 2013. Chavez est le fondateur du mouvement populiste chaviste, proche de Cuba, dans le collimateur de l'impérialisme américain. En octobre 2023, les représentants des deux principaux partis du pays ont signé un accord dit Accord de la Barbade. Selon cet accord chacun devait respecter et reconnaître le droit de chaque parti à présenter le candidat désigné. En contrepartie, les États-Unis ont allégé l'embargo sur le pétrole, le gaz et l'or du Venezuela. Cet accord n'a pas été respecté. À l'approche de la période électorale, le président Maduro a durci la répression. L'opposition avait nommé une candidate en octobre 2023, Maria Corina Machado, ultralibérale. Elle a été jugée inéligible par la cour su-

prême pour 15 ans. Elle était donnée gagnante par les instituts de sondage indépendants. Le pouvoir a souvent utilisé la tactique de l'inéligibilité pour écarter ses adversaires politiques. Aujourd'hui c'est Edmundo Gonzáles Urrutia qui est le candidat de l'opposition. Il est soutenu par Maria Corina Machado. Le pays est frappé par une crise économique depuis plusieurs années avec de graves conséquences pour les classes populaires, augmentation du chômage, d'importantes privations en nourriture et en médicaments. Des milliers de personnes ont quitté le pays. La situation sociale s'aggrave pour les classes populaires.

Maduro apparaît encore pour beaucoup comme le défenseur des pauvres. D'autre part, les leaders du parti de l'opposition sont les représentants des fa-



**Edmundo Gonzáles Urrutia candidat de l'opposition et Maria Corina Machado .**

milles de la haute bourgeoisie vénézuélienne. Ils cherchent à reprendre le pouvoir. À l'heure où nous écrivons nous ne savons pas qui remportera les élections. Mais Maduro, ou l'opposition

actuelle ne représentent nullement les véritables intérêts des travailleurs.

## France

## Jeux olympiques : patriotisme et gros sous

Le gouvernement espère-t-il voir "le bon peuple" communier dans un élan patriotique ?

Les dépenses pour ces jeux à Paris sont évaluées à près de 12 milliards, dont 175 millions

financés par l'État, plus 2,3 milliards d'argent public pour les infrastructures. Le reste vient de fonds privés, principalement apportés par le CIO (Comité international olym-

pique) lui-même alimenté par des multinationales. Bien sûr les sponsors capitalistes n'investissent pas à perte : ils attendent les retombées que leur rapportera la publicité.

*Panem et circenses* disaient les Romains. Du pain et des jeux, pour endormir le peuple. Les jeux, nous les aurons, mais le pain et le reste, on continuera à les payer de plus en plus cher.

## Dans les entreprises

### Sucrerie en lutte (Gardel)

#### Clap de fin pour les balances

La fermeture des balances samedi 20 juillet à 18 heures marquera la fin de cette campagne 2024. La direction de l'usine se lamente sur la "plus mauvaise des campagnes qu'elle a connues". Cela ne l'a pas empêché d'enregistrer les bénéfices sur le sucre fabriqué.

#### Le compte n'y est pas pour les petits planteurs

Avec la fermeture une semaine plus tôt qu'annoncé c'est autant d'autres cannes qui restent sur

le pied. Il paraît qu'à l'Ascension, Chalus et Losbar avaient dit que toutes les cannes seraient broyées. Il y aura des comptes à rendre.

#### Des titans publicitaires

Bientôt le défilé des titans. Les titans customisés avec la publicité pour le sucre de Guadeloupe et Gardel, cela rapporte gros à l'usine et combien aux conducteurs.

#### La voix des communaux (Abymes)

#### EHPAD : le Covid a fait des morts

L'épidémie de Covid sévit à

l'EHPAD Jérémie Jalton. Plusieurs résidents en sont décédés. Les personnes âgées sont fragiles et ne sont pas épargnées. Mais est-ce que toutes les mesures ont été mises en place pour lutter contre les contaminations ? Vu que la direction est occupée à gérer la fermeture de l'EHPAD, peut-être qu'elle ne peut pas faire plusieurs choses à la fois...

#### Pawol a travaillé bannan !

#### Plantation Guy Adolf : licenciement abusif

Un travailleur de plus de 50 ans de la plantation de Guy Adolf à la Digue à Capesterre-Belle-

Eau, a été licencié sous prétexte qu'il n'est pas assez rentable.

Le patron lui reproche aussi la baisse de sa vision. Comme quoi en plus d'être capitaliste, exploitateur, le propriétaire de plantation de bananes se positionne aussi comme spécialiste de la vision.

#### Banane : Minme bêt, Minme pwel

Les travailleurs de la banane sont menacés de licenciement à partir de 35 ans, car les patrons leur reprochent leur baisse de rentabilité.

Il serait intéressant de voir ces patrons à l'œuvre, à la place des ouvriers pendant une journée.

## Avis aux lecteurs !

En raison de la période des vacances, la parution de **Combat Ouvrier** sera suspendue.  
Le prochain numéro paraîtra le samedi 14 septembre 2024.

## Haiti

# Les pauvres tentent de fuir par tous les moyens

**Plus de 40 migrants ont perdu la vie le 17 juillet quand leur bateau s'est embrasé au nord d'Haïti, non loin du Cap-Haïtien. Les gardes côtes ont repêché une quarantaine de survivants dont sept grièvement brûlés.**

Ces migrants, sur un bateau de fortune surchargé, tentaient de rejoindre les îles Turk-et-Caïcos à 250 kilomètres de là. Le nombre de tentatives et de départs de migrants par bateau est en hausse depuis la recrudescence des violences fin février et cela n'a pas changé après la nomination d'un nouveau gouvernement en juin.

Dans les provinces, comme dans le nord autour du Cap, les paysans ne produisent plus, les petites marchandes ne circulent plus. Dans la capitale, les entreprises sont fermées sur la zone industrielle. Les habitants des quartiers populaires se débrouillent pour survivre. Ce sont les premiers à subir les conséquences de l'insécurité, du manque de nourriture exacerbé

par la violence des gangs qui contrôlent 80 % de la capitale et les grands axes du pays.

Fuyant la violence des gangs, plus de 600 000 personnes déplacées à travers le pays cherchent un abri. Certains tentent la sortie par la mer, la frontière vers Saint Domingue étant fermée. Mais ils rencontrent un nouvel obstacle, un "cordon de sécurité" mis en place par les pays de la région qui ont refoulé plus de 86 000 Haïtiens depuis le début de l'année.

Depuis le départ du premier ministre Henry en juin, les autorités transitoires reçoivent l'aide d'une mission multinationale. Un deuxième contingent de 200 policiers kényans est arrivé, portant à 400 l'effectif débarqué. Jusqu'ici, le premier contingent



Migrants haïtiens fuyant le pays.

n'a effectué aucune opération face aux gangs, en dehors des patrouilles conjointes avec la Police Nationale.

La population laborieuse ne peut

compter que sur ses propres forces, sur son organisation pour faire face à la violence qu'elle subit.

## Guadeloupe

# Karulis : les conducteurs en grève

Depuis mardi 9 juillet, les salariés de la société de transport de voyageurs Rapides Du Levant sont en grève. Ils réclament de meilleures conditions de travail :

les bus ne sont pas climatisés et sont régulièrement en panne. Ils exigent aussi une augmentation de salaire de 200 euros brut, la direction leur a proposé une

hausse de 10 euros brut. Ils ont décidé de poursuivre le mouvement.

# CHU : ouverture insaisissable

Plus le temps passe et plus l'ouverture du nouveau CHU se fait attendre : 2022, 2023, 2024 ... et maintenant une arrivée de cer-

tains patients est prévue pour début 2025. C'est dû à des problèmes techniques. Mais le transfert du personnel, l'accueil

des patients ? Mystère. Cela risque bien d'avoir lieu (quand ?) dans une totale désorganisation.

## Martinique

# Fort-de-France.. ton univers impitoyable

Le candidat, député sortant du PPM à Fort-de-France, a perdu la récente élection législative au profit de la candidate du PS, Béatrice Bellay. Serge Letchimy, le chef du PPM a adressé un courrier au secrétaire du PS pour

dénoncer l'attitude de ce dernier. Il a annoncé « *mettre fin à toute collaboration avec les socialistes français* ».

Letchimy fait mine de découvrir que le parti socialiste français n'a pas « d'éthique ». Mais il ne

pouvait l'ignorer, lui dont le parti a accompagné et soutenu Mitterrand, Jospin, Rocard, Hollande, etc. dans leur politique d'auxiliaires de la bourgeoisie française durant ces quarante dernières années.

## ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de...mois.

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Ci-joint par chèque la somme de ..... euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS

*Combat ouvrier*

1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -

97 128 GOYAVE - Guadeloupe,

Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>